

Il y a 80 ans le krach de Wall Street

Le 24 octobre 1929, la Bourse de New York s'effondre. Une crise d'une violence inouïe submerge les États-Unis, puis le monde. Inhérente à la nature du capital, elle entraîne le monde vers la barbarie, vers la Seconde Guerre mondiale.

Le jeudi 24 octobre 1929, après de premières baisses spectaculaires les jours précédents des actions cotées, près de 13 millions de titres sont vendus à la casse à Wall Street, la Bourse des valeurs de New York. Après quelques tentatives désespérées des banques américaines pour soutenir les cours, ceux-ci continuent de chuter et, le mardi 29 octobre, ce sont cette fois 16 millions d'actions, puis 20, qui sont mises en ventes de liquidation. Mais il n'y a plus personnes pour acheter... Un « mardi noir » succède à un « jeudi noir ». C'est la panique. Le marché boursier s'effondre littéralement : d'abord, les sociétés dites d'investissement, le plus souvent extrêmement spéculatives, puis, après elles, toutes les sociétés cotées. Un nombre considérable de ces « compagnies » perdent toute valeur du jour au lendemain, n'existant plus, ayant perdu toute réalité économique.

Les conséquences du krach sont terribles : en un mois, la capitalisation boursière des 240 principales actions de Wall Street a chuté de 16 milliards de dollars. Début novembre, l'indice des actions industrielles a dégringolé à 224, contre 452 deux mois auparavant. La production industrielle chute de 50 %. Les usines ferment. Le chômage se répand comme une traînée de poudre et va toucher bientôt 25 millions de personnes aux seuls États-Unis. Une crise d'une violence inouïe submerge à son tour l'Europe ; c'est bientôt la marche à la Seconde Guerre mondiale. Nous allons voir comment.

FRANÇOIS PÉRICARD ■



24 octobre 1929, devant la Bourse de New York, la panique gagne la rue.

Les mécanismes de l'effondrement

Endettement et spéculation avaient masqué la gangrène de l'économie américaine.

Il est traditionnel de présenter l'effondrement de Wall Street en 1929 comme le point de départ d'une crise affectant tous les secteurs de l'économie américaine, puis internationale. Ce n'est qu'une partie de la réalité : le krach de la Bourse de New York n'est pas seulement une manifestation de la crise de l'économie capitaliste elle-même : c'est le point culminant, inhérent à sa nature, atteint par l'impérialisme américain, qui avait connu un « boom » sans précédent depuis le début du XX^e siècle et plus encore à l'occasion de la Première Guerre mondiale où ses usines tournent à plein régime.

Celui-ci a résulté d'une forte hausse de la productivité obtenue par une nouvelle exploitation intensive de la force de travail, le « Taylorisme », et des mesures violentes d'abaissement de sa valeur par des lois répressives contre l'organisation des travailleurs et le blocage des lois sociales. Les États-Unis renforcent alors leur domination sur le monde ; le capital américain conteste leurs parts de marché aux impérialismes des grands pays européens épuisés par la guerre et restreint l'activité de leurs financiers et de leurs industriels à la portion congrue.

Il impose la puissance monétaire du dollar par le « gold exchange standard », obligeant les politiques financières européennes à s'aligner. Le franc doit bientôt être dévalué, puis le Reichsmark dans des proportions considérables. La Grande-Bretagne ne peut

rétablir la convertibilité de la livre sterling que par une politique drastique.

Au centre de cette réorganisation financière mondiale, les États-Unis, qui sont d'ailleurs les principaux dispensateurs de capitaux dans le monde : 7 milliards de dollars étaient placés en Europe avant la Première Guerre mondiale, 12 milliards le sont fin 1920, puis 17 en 1929. La concentration industrielle s'accroît en même temps dans l'acier, l'automobile, l'électricité.

Mais la fin des années 1920 enregistre un sérieux ralentissement, voire une stagnation de la production aux États-Unis et dans plusieurs pays d'Europe. Les freins à l'écoulement des marchandises sur le marché intérieur américain comme à l'échelle mondiale sont de plus en plus forts, la concurrence entre grands impérialismes de plus en plus exacerbée, entre les États-Unis et les grands pays d'Europe, d'une part, et, d'autre part, entre ces derniers, Angleterre, Allemagne et France en tête.

A l'exception des États-Unis, toutes les puissances impérialistes se trouvent avant 1929 à des niveaux de parts de marché inférieurs à ceux atteints avant la Première Guerre mondiale (entre 10 et 25 % en dessous), et d'ailleurs ne l'atteindront toujours pas à la veille de la seconde. Le « modèle » du boom s'est épuisé dès la fin des années 1920 avec l'encombrement de marchés insolubles ne pouvant absorber la production. Dès le début de 1929, les capacités de

production des nouveaux secteurs de pointe de l'économie américaine fléchissent dangereusement et leurs profits sont en chute libre. Les secteurs plus traditionnels (mines, textile, etc.) sont en plein déclin, provoquant déjà un chômage important. En Europe, les taux d'utilisation des capacités de production atteignent au même moment des niveaux inférieurs à 70 %, voire 60 %.

L'embellie boursière des années précédant le krach de 1929 intervient d'abord à partir d'un immense endettement s'appuyant sur la politique de la banque fédérale (FED) en matière de crédit (avec déjà le développement du « crédit à la consommation »). Il avait maintenu un moment un niveau croissant de production, mais celle-ci s'écoule de moins en moins facilement. C'est pourtant dans cette situation que les émissions d'actions sont multipliées par cinq entre 1921 et 1929, et la spéculation financière prend des proportions inconnues jusqu'alors. On achète des actions en les payant 10 % de leur valeur et les banques prêtent le reste. Un système qui fonctionne... tant que le marché reste en permanence à la hausse.

Voilà comment l'indice de New York, le Dow Jones, a grimpé de 230 % entre 1926 et 1929. Mais l'économiste John Galbraith (spécialiste reconnu de l'histoire de la crise) relève dans son ouvrage *La Grande Dépression* que, après le boom spéculatif des années 1920, « l'économie était déjà fondamentalement malade ». Le capital trouve ses limites dans le capital lui-même et le blocage du processus de sa valorisation.

PIERRE CISE ■

Le semaine prochaine notre dossier : 1989-2009, la chute du Mur de Berlin 20 ans après.

De la Grande Dépression à la guerre mondiale

Comment l'échec du New Deal a amené les États-Unis et l'Europe à entrer dans l'économie d'armement.

LES conséquences du krach sont immédiates et terribles pour le peuple américain. La production industrielle chute de moitié en quelques semaines. 100 000 entreprises se déclarent en faillite, des milliers d'usines ferment et le chômage de masse atteint bientôt 25 % de la population.

Six mille banques font faillite en deux ans, poussant à la ruine, du jour au lendemain, des millions de petits déposants. 25 milliards d'avoirs privés se volatilisent.

La misère atteint un niveau effroyable. On ne peut plus manger qu'à la soupe populaire après avoir défilé dans les rues avec des pancartes réclamant « One job ». Locataires expulsés et petits propriétaires chassés de leur maison dorment dans la rue.

La principale tentative de relance après le krach fut ce qu'on appelle le New Deal, initié par le nouveau président démocrate, Franklin Roosevelt. Il s'agissait de chercher de nouveaux débouchés intérieurs par une politique de grands travaux, d'aide aux chômeurs, de relance de la consommation. Le plan, fondé sur un endettement croissant de l'Etat, avait pour objectif majeur de remettre sur pied un système capitaliste dont le fonctionnement même avait conduit à la catastrophe. Le plan échoua.

La consommation ne progressa que faiblement, les investissements dans la production restèrent de moitié inférieurs à ceux d'avant 1929 et le chômage continua de fluctuer entre 18 et 20 %. Le New Deal allait se transformer en un vaste programme de dépenses militaires, de destruction des forces productives, préparant l'économie d'armement, puis de guerre.

Impuissant à surmonter la crise dans son propre pays, l'impérialisme américain voulut en faire supporter les conséquences à tous les peuples du monde, renforçant sa pression en premier lieu sur les principaux pays capitalistes européens, exacerbant jusqu'à l'insupportable la concurrence interimpérialiste, en poursuivant son but d'hégémonie mondiale.

L'impérialisme américain poursuit son but d'hégémonie mondiale

La Grande-Bretagne va alors connaître un long déclin de ses industries traditionnelles. Son gouvernement et les milieux d'affaires de la City mettent en œuvre une politique antisociale drastique, provoquant grèves et soulèvements populaires. La France n'échappe pas à la crise mondiale : la production industrielle baisse de 30 % pendant ces années-là, la production agricole s'effondre également ; le revenu moyen des Français diminue de 30 % dans les années 1930. S'ensuivent crise de régime et décomposition de la III^e République. Les radicaux sont impuissants à préserver l'économie capitaliste. Les ligues d'extrême droite sont de plus en plus agressives et alimentent de violentes campagnes de haine contre la République et les Juifs. Mais c'est en Allemagne que la crise ravage le plus durement le pays. Déjà mis à genoux par les réparations de guerre et une colossale dévaluation du mark en 1923, elle voit sa production industrielle s'effondrer, le nombre de chômeurs passer de 600 000 à 4 millions en 1930, puis 6 millions en 1932. Le parti nazi de Hitler, marginal jusqu'en 1929, peut se développer, profitant de l'irrésolution des appareils du mouvement ouvrier et de la division forcée orchestrée par la direction du PC sur les ordres de Staline. Il trouve ses soutiens chez les paysans ruinés, la petite bourgeoisie désespérée, la jeunesse déclassée et les anciens soldats démobilisés après le traité de Versailles, signé à la fin de la Première guerre mondiale.

Le grand patronat allemand finance la campagne électorale du parti nazi en 1932. Hitler lui promet un gouvernement fort et l'écrasement du mouvement ouvrier, la relance industrielle par une politique de réarmement à outrance, la conquête d'un vaste espace économique en Europe. Le 30 janvier 1933, les Thyssen, Kirdorf et autres Krupp, grands industriels allemands, obtiennent que Hitler soit nommé chancelier du Reich. La marche à la guerre est devenue inéluctable.

SERGE SEBBAN ■

(1) Grands industriels allemands.